

# REVUE UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

RUDH

29 décembre 2017

Vol. 23 (2017) N° 1-12

ISSN 0937-714X

Pages 1-480

## 1. DOCTRINE

**Guy-Fleury NTWARI**, Lyon

Entre cercle vicieux et faux semblant. Remarques sur le premier avis consultatif de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ..... 1

**Ledi BIANKU**, Strasbourg

Le non-refoulement comme principe du droit international et le rôle de la Cour européenne des droits de l'homme dans sa mise en œuvre ..... 11

**Andrew Drzemczewski**, Strasbourg

Le Conseil de l'Europe et l'État de droit : à propos de la liste des critères de l'État de droit élaborée par la Commission de Venise ..... 14

## 2. JURISPRUDENCE

**Comité des droits de l'homme des Nations Unies (CDH-ONU), Genève**

- 1.VII.16 - Évaluation d'un risque réel pour un demandeur d'asile en cas de renvoi en Afghanistan / L'expulsion d'un ancien interprète pour les forces armées américaines en Afghanistan constituerait une violation de l'article 7 du Pacte (interdiction de la torture) / *E.U.R. c. Danemark* ..... 19

**Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (CDESC-ONU), Genève**

- 20.VI.17 - Devoir de l'État de protéger les locataires aussi en cas de conflit entre particuliers / Expulsion d'un logement privé d'une famille avec enfants mineurs suite au non-paiement du loyer / Violation du droit à un logement (article 11 § 1 du Pacte) / Obligations de l'État en période de grave crise économique / *Ben Djazia et Bellili c. Espagne* ..... 28

**Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CourAfrDHP), Arusha**

• *Ingabire Victoire Umuhoza c. Rwanda*, affaire n° 003/2014

- 3.VI./5.IX.16 - Arrêt (questions procédurales) : sur les effets du retrait de la déclaration du Rwanda concernant la compétence de la Cour / Absence de clause de dénonciation dans la Charte africaine / Délai de préavis de 12 mois approprié (comme prévu dans la Convention américaine, au contraire de la Convention européenne, qui prévoit un délai de 6 mois) ..... 37

- 24.XI.17 - Arrêt (au fond) : Arrestation, détention et procédures judiciaires d'une personnalité politique / Application des lois criminalisant la négation et la minimisation du génocide de 1994 contre les Tutsi / Large marge d'appréciation de l'État confirmée / Restrictions à la liberté d'expression imposées à la requérante non justifiées ..... 46

**Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH), Strasbourg**

- 2.III.17 - Manquements des autorités italiennes à leur devoir de protection contre les violences domestiques ayant conduit à la tentative de meurtre de la requérante et à la mort de son fils / Violations des articles 2 et 3 (droit à la vie et interdiction des traitements inhumains) et de l'article 14 (discrimination) combiné avec les articles 2 et 3 CEDH / *Talpis c. Italie* ..... 60

- 30.III.17 - Migrants (42 ressortissants bangladais), sans permis de travail, recrutés pour cueillir des fraises sous le contrôle de gardes armés (7 jours sur 7) / Refus des employeurs de payer les salaires promis / Violation de l'article 4 § 2 CEDH (interdiction du travail forcé) / *Chowdury et al. c. Grèce* ..... 79

- 20.X.16 - Détention durant 27 jours consécutifs dans un espace personnel de moins de 3 m<sup>2</sup> / Traitement inhumain (violation de l'article 3 CEDH) / *Muršić c. Croatie (GC)* ..... 95

- 10.I.17 - Obligation de participer aux cours de natation (mixtes avant la puberté) dans les écoles du canton de Bâle-Ville conforme à la CEDH / Non-violation du droit à la religion des parents (fervents pratiquants de la religion musulmane, de double nationalité suisse et turque) qui s'opposaient à cette forme d'éducation pour leurs deux filles / *Osmanoğlu et Kocabaş c. Suisse* ..... 124

(Suite, voir 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de couverture)



<b>Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), Luxembourg</b>	
- 7.III.17 – Demandes de visas pour des raisons humanitaires présentées auprès de l'ambassade de Belgique au Liban par des requérants de nationalité syrienne / Article 25 du code des visas non applicable (l'intention de demander l'asile en Belgique non couverte par cet article) / <i>Aff. X et X</i> .....	379
- 14.III.17 – Interdiction de porter un foulard islamique sur le lieu de travail / Ici : réceptionniste en contact avec la clientèle / Pas de discrimination / Objectif légitime de l'employeur de poursuivre une politique de neutralité / <i>Aff. G4S Secure Solutions</i> .....	384
- 14.III.17 – Licenciement discriminatoire fondé sur la volonté de l'employeur de tenir compte des souhaits d'un client / Refus d'une travailleuse en mission auprès dudit client de l'entreprise de retirer son foulard islamique / <i>Aff. Bougnaoui et al.</i> .....	388
- 4.V.17 – L'obligation de déclarer les mouvements d'argent liquide « entrant ou sortant de l'Union européenne » s'applique également aux zones internationales de transit des aéroports de l'UE / Ici : contrôle d'un passager portant sur lui 1,6 million US\$ volant de Cotonou (Bénin) vers Beyrouth (Liban) avec transit à Paris / <i>Aff. El Dakkak et al.</i> .....	392
<b>Tribunal de l'Union européenne (TUE), Luxembourg</b>	
- 15.VI.17 – Décision du Conseil de l'UE d'appliquer des mesures restrictives (gel de fonds, interdiction du territoire de l'UE) envers le directeur de l'agence de presse nationale de la Fédération de Russie, M. Kiselev, comme « Figure centrale de la propagande gouvernementale soutenant le déploiement des forces russes en Ukraine » / Mesures restrictives ne violent pas le droit à la liberté d'expression du requérant / <i>Aff. Kiselev</i> .....	395
- 20.VII.17 – Mise en œuvre par l'Union européenne de mesures du comité des sanctions de l'ONU en réponse à la situation de guerre civile en République centrafricaine / Gel des fonds et des ressources économiques / Pas de violation du principe de protection juridictionnelle effective / Confirmation de la jurisprudence Kadi II (CJUE, 2013) / <i>Aff. Bureau d'achat de diamant Centrafrique et al.</i> .....	405
<b>Tribunal constitutionnel d'Espagne, Madrid</b>	
- 8.XI.17 – Processus visant la création d'un État indépendant catalan / Déclaration de l'inconstitutionnalité et de la nullité de l'intégralité de la Loi du Parlement de Catalogne 20/2017, dite « transitoire juridique et fondatrice de la République » / Parcours parlementaire de la Loi 20/2017 entaché de graves violations sur les droits des représentants minoritaires / Arrêt 124/2017 .....	416
<b>Tribunal fédéral suisse (TF), Lausanne</b>	
- 5.V.17 – Restitution du délai manqué par la faute grave de l'avocat, dans le cadre d'une défense obligatoire.....	Steinmann 422
<b>3. DOCUMENTATION</b>	
<b>Jean-Bernard MARIE, Strasbourg</b>	
- 1.I.17 – Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 .....	425
<b>Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), Strasbourg</b>	
- 18.III.16 – Liste des critères de l'État de droit .....	448
<b>Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), Strasbourg</b>	
- 13.VII.17 – Déclaration publique relative à la Belgique .....	464
<b>Conseil de l'Europe, Strasbourg</b>	
- 30.VI.17 – Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection de juges à la Cour EDH / Troisième rapport d'activité de janvier 2016 à juin 2017 .....	466
<b>Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Strasbourg</b>	
- 25.X.17 – Mise en demeure de l'Azerbaïdjan pour cause de non-exécution de l'arrêt Ilgar Mammadov de 2014 .....	474
- 5.XII.17 – Refus de l'Azerbaïdjan de se conformer à l'arrêt Ilgar Mammadov du 22 mai 2014 / Le Comité des Ministres lance une action en justice sans précédent contre l'Azerbaïdjan (article 46 § 4 CEDH, modifié par le Protocole n° 14) : Renvoi de l'affaire devant la Cour / Procédure de manquement déclenchée.....	474
<b>Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), Luxembourg</b>	
- 1.I.2017 – Code de conduite des membres et des anciens membres de la Cour de justice de l'Union européenne .....	475
<b>4. AFFAIRES PENDANTES</b>	
<b>Cour européenne des droits de l'homme (Cour EDH), Strasbourg</b>	
- 28.VI.17 – Allégations de violences et d'humiliations formulées par un détenu / Requête communiquée au Gouvernement sous l'angle de traitements inhumains (article 3 CEDH) / <i>J.M. c. France</i> .....	477